

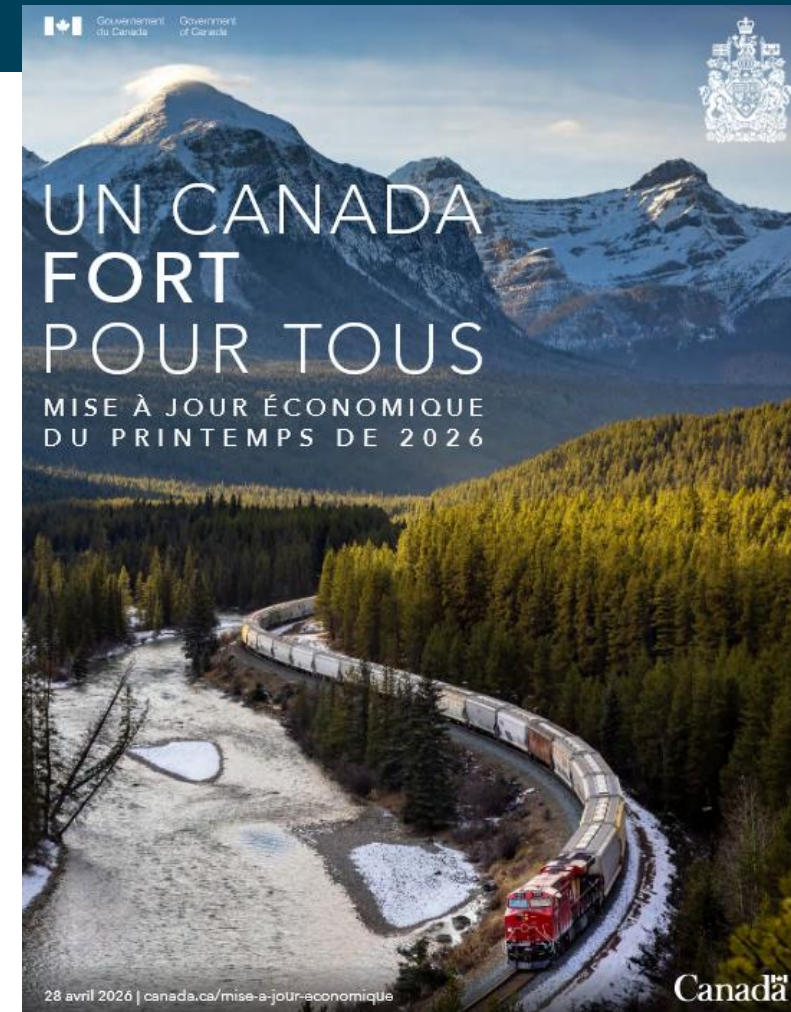
29 avril 2026



Préparé par l'Équipe de la Chaire

# Regard sur la Mise à jour économique fédérale 2026

Faits saillants de finances publiques et  
de politique fiscale





**Luc Godbout,**  
titulaire de la  
Chaire

Le ministre Champagne a dévoilé hier sa mise à jour économique printanière (MÀJÉ) en vue de faire le point sur le budget désormais présenté à l'automne.

Les plus récentes données permettent de constater que l'économie canadienne a connu une croissance plus forte qu'escomptée en 2025 (+0,1%), mais le contraire est attendu pour 2026 et 2027. De plus, l'incertitude mondiale pousse l'inflation à la hausse pour 2026 (2,5% vs 2,0%).

L'impact sur les finances publiques, plus précisément sur le solde budgétaire, est faible. Outre la réduction du déficit budgétaire de 11,4 G\$ pour l'année se terminant le 31 mars 2026, les déficits subséquents demeurent pratiquement inchangés, mais présentent une trajectoire décroissante en respect de la cible budgétaire.

Certains ont trouvé la MÀJÉ terne. Il convient de souligner que le gouvernement y indique 37,5 G\$ d'initiatives sur 6 ans. Or, 76 % de celles-ci avaient déjà été annoncées avant la MÀJÉ. Par ailleurs, beaucoup d'incertitude entoure la renégociation éventuelle de l'ACEUM, ce qui peut expliquer un certain attentisme.

Pour la création d'un fonds souverain en vue de financer des projets stratégiques, qui a été annoncée la veille, il faut convenir que plusieurs éléments restent à préciser.

Enfin, considérant le déploiement de l'économie souhaité par le fédéral, de nouvelles initiatives sont lancées en matière de formation pour métiers spécialisés. Ces mesures touchent tant les employeurs, par des subventions salariales pouvant atteindre 10 000 \$ la première année, que les apprentis, par une subvention à la formation d'apprentissage de 400 \$ par semaine jumelé à une prime à la réussite de 5 000\$. Deux observations ici, d'abord, étant donné que la formation relève des provinces, Québec risque de réagir. De plus, le Québec a déjà tenté une telle approche dans la foulée de la pandémie afin de former ou requalifier, notamment pour le secteur de la construction. Quelques années plus tard, il convient de souligner que moins de la moitié des diplômés de ces formations accélérées travaillaient effectivement sur des chantiers. Ainsi, considérant l'enveloppe de 6 G\$ sur 5 ans, le fédéral doit en tirer les leçons et mettre certains garde-fous pour maximiser les résultats de ces nouvelles initiatives.

Enfin, en matière de fiscalité, notons que même si les critères pour le crédit pour personne handicapée demeurent inchangés, on simplifie les exigences pour les troubles médicaux de longue durée et on élargit notamment le type de déficience dont certains professionnels peuvent attester, un pas dans la bonne direction.

## Faits saillants – Mise à jour fédérale



1. Croissance économique légèrement plus faible que prévu au Budget de l'automne pour 2026 et 2027 (1,1 % et 1,9 %)
2. Taux d'inflation plus élevé que prévu au Budget de l'automne pour 2026, soit 2,5 %
3. Taux de chômage plus faible que prévu au Budget de l'automne pour 2026, soit 6,5 %
4. Le déficit serait de 66,9 G\$ en 2025-2026, plus bas que les 78,3 G\$ prévus au Budget de l'automne , en partie grâce à une économie plus vigoureuse qu'attendu
5. La cible budgétaire qui vise l'élimination du déficit de fonctionnement (excluant les investissements en capital) d'ici 2028-2029 serait toujours respectée
6. L'autre cible budgétaire le serait également; une diminution du déficit en pourcentage du PIB, qui passerait de 2,1 % du PIB en 2025-2026 à 1,4 % en 2030-2031
7. La croissance des revenus serait généralement plus élevée que prévu lors du Budget de l'automne sur la durée du cadre financier
8. Il y a 37,5 G\$ d'initiatives incluses dans la Mise à jour 2026, mais le  $\frac{3}{4}$  avait déjà été annoncé
9. Mesuré en pourcentage des revenus fiscaux, le poids du service de la dette passerait de 10,6 % en 2025-2026 à 13,2 % en 2030-2031

10. Le poids de la dette fédérale augmente aussi, de 41,1 % en 2025-2026 à 41,8 % en 2029-2030, pour redescendre à 41,6 % en 2030-2031
11. Bonification, prolongation de paramètres ou simplification administrative pour des mesures fiscales ciblées pour certains particuliers : Déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre pour les gens de métiers, Régime d'accession à la propriété (RAP) et Crédit pour personnes handicapées
12. Diminution du taux de cotisation au RPC de 0,2 point de pourcentage pour les employés et les employeurs, amenant leur taux individuel à 4,75 %
13. Rappel de la mise en place de l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (ancien crédit pour la TPS) : versement unique le 6 juin et bonification
14. Quelques mesures fiscales pour certaines sociétés, dont la bonification du crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone
15. Rappel de mesures déjà annoncées : création du Fonds d'investissement souverain – le Fonds pour un Canada fort, sans ajouter de détails, prolongation de mesures, suspension temporaire de la taxe d'accise sur l'essence

L'économie	6
Les finances publiques	18
Mesures fiscales touchant les particuliers	33
Mesures fiscales touchant les sociétés	38
Mesures touchant la fiscalité internationale	44
Mesures diverses	46
Mesures déjà annoncées	50
Et ...	55

Note : Sauf indication contraire, les informations du présent Regard CFFP sont tirées de Gouvernement du Canada (2026) *Un Canada fort pour tous. Mise à jour économique du printemps de 2026.*



# Faits saillants

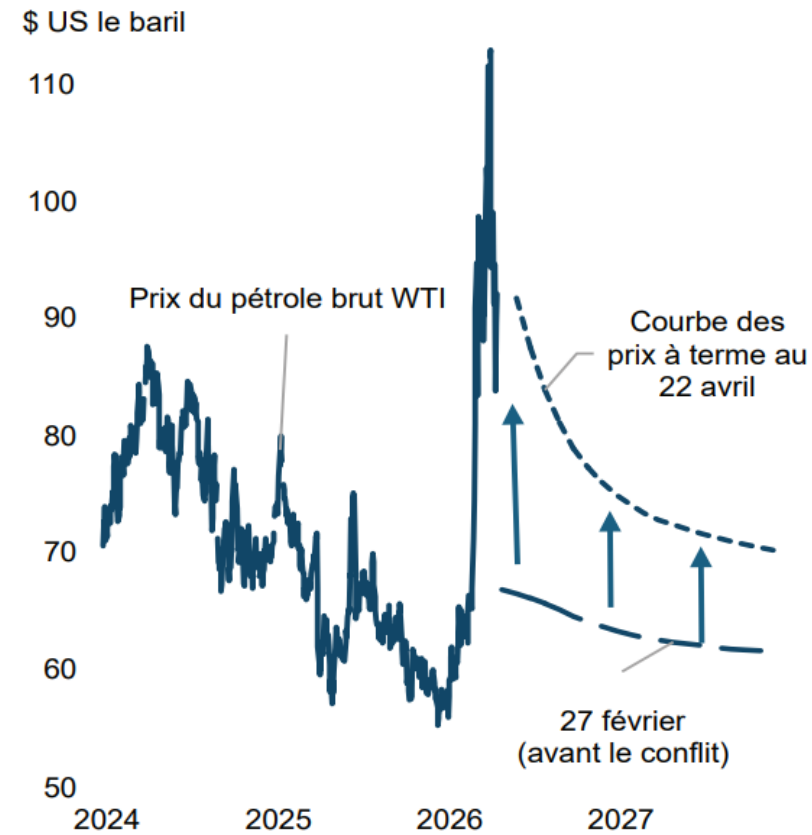
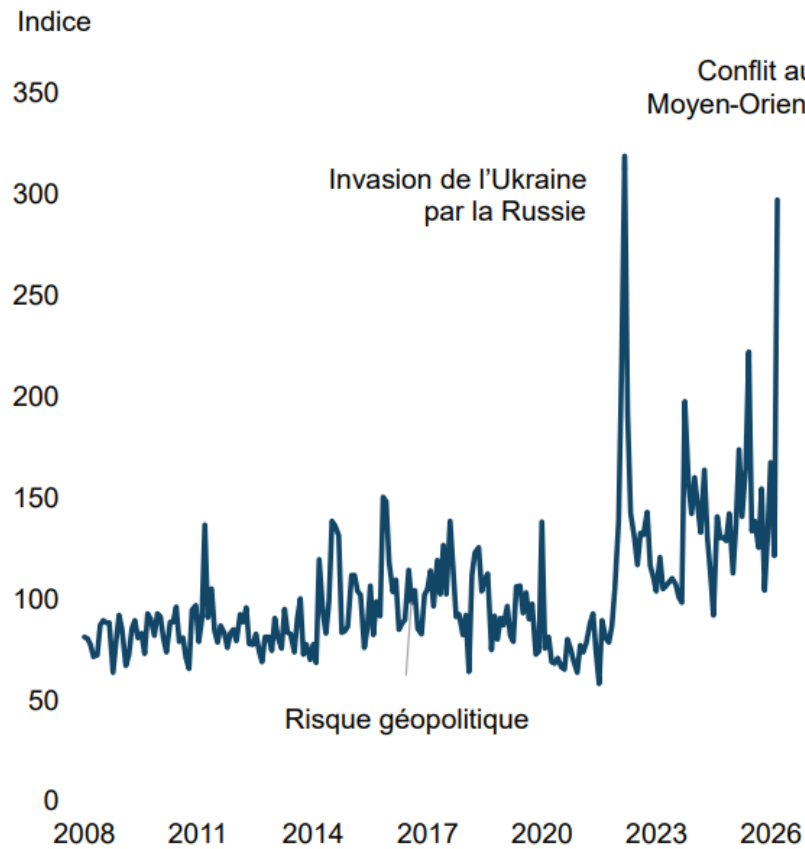
## Mise à jour économique fédérale 2026

### L'économie

# Incertitude mondiale

- Risques géopolitiques à la hausse, ce qui fait grimper les prix mondiaux du pétrole

## Risque géopolitique et prix du pétrole brut

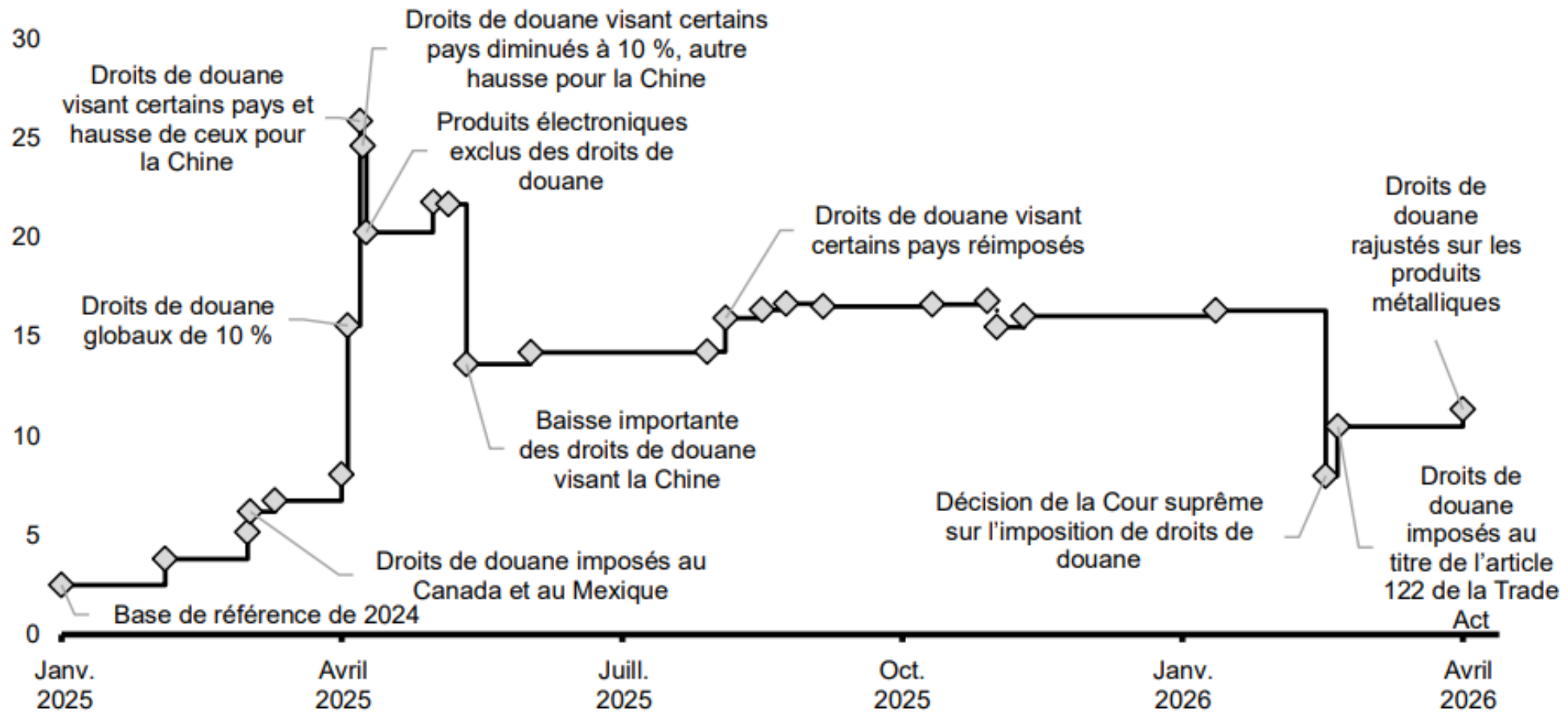


# Commerce international - Tarifs douaniers

- Changements rapides et constants dans la politique tarifaire des États-Unis accentuent l'incertitude chez les entreprises

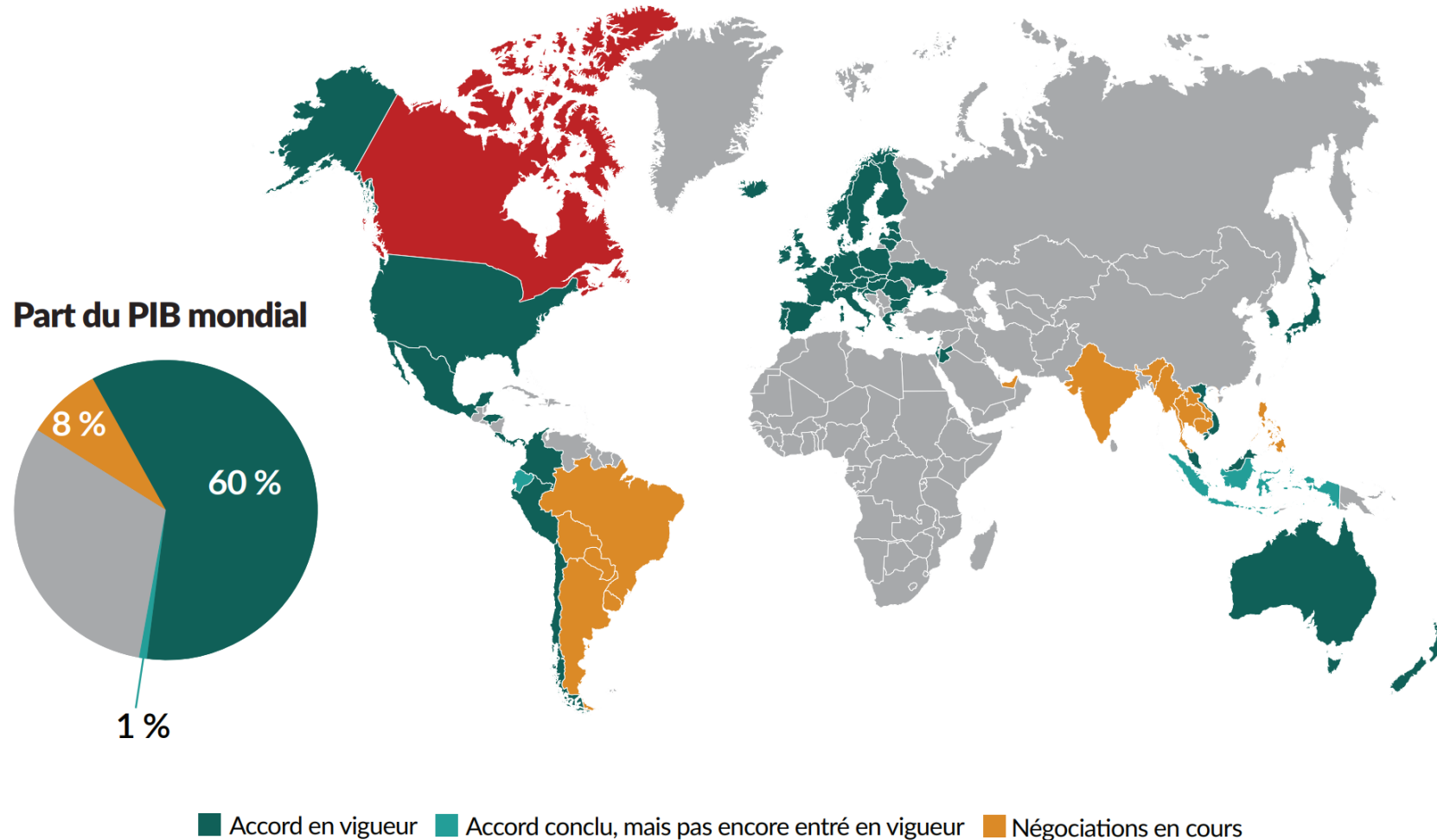
## Taux moyen des droits de douane aux États-Unis pour les importations en provenance du monde entier

en %



# Réseau commercial du Canada

- Canada cherche à élargir ses débouchés en négociant de nouveaux accords commerciaux
- Canada dispose de 15 accords de libre-échange donnant accès à 1,5 milliard de consommateurs dans 51 pays



# Droits de douane - Ouverture de nouveaux marchés



## Exportations de marchandises (M\$ courants) Détail par accord de libre-échange actif

### ■ Nouveaux accords de libre-échange en négociation

- Inde
- Émirats arabes unis
- Association des nations de l'Asie du Sud-Est
- Philippines
- Thaïlande
- Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay

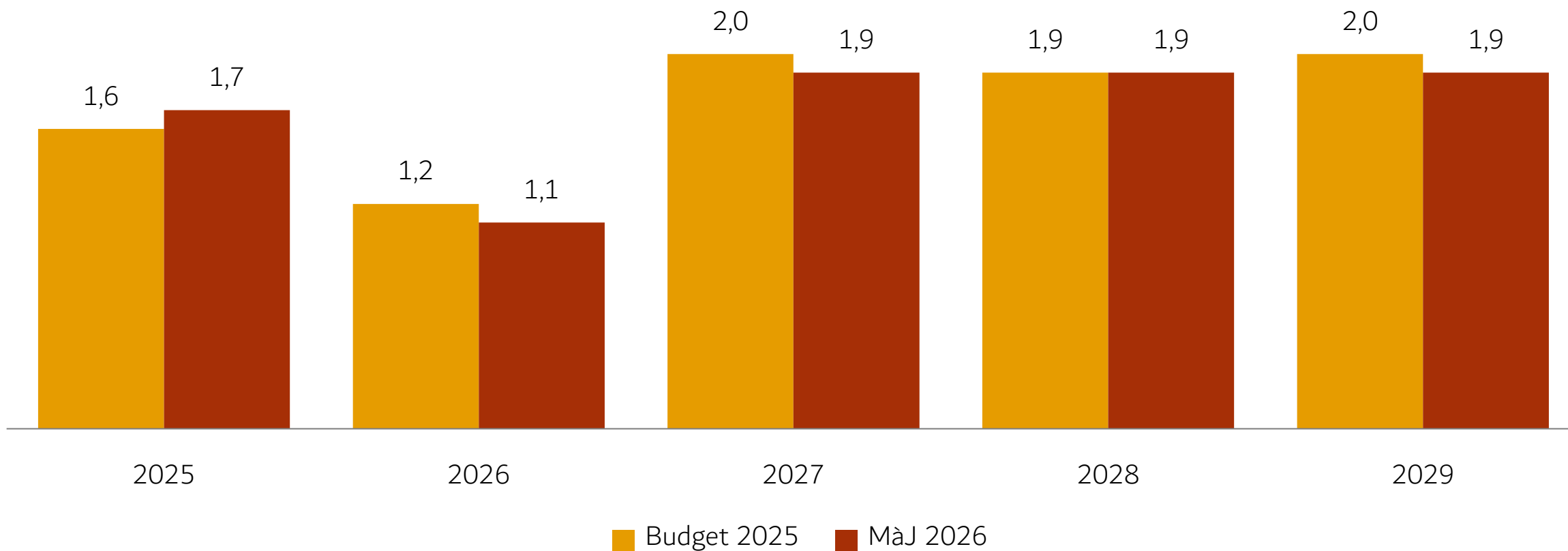
### ■ Objectif : Doubler les exportations outre-mer sur 10 ans

	<u>2024</u>	<u>2025</u>
<b>Tous les pays</b>	<b>780 854</b>	<b>779 693</b>
<b>ACEUM</b>	<b>604 600</b>	<b>574 361</b>
<b>Autres accords de libre-échange</b>	<b>119 253</b>	<b>142 990</b>
Canada-Chili	718	959
Canada-Colombie	1 120	1 089
Canada-Costa Rica	292	266
<b>Canada-Association européenne</b>	<b>8 534</b>	<b>4 915</b>
Canada-Honduras	59	87
Canada-Israël	473	747
Canada-Jordanie	162	104
Canada-Corée	7 622	7 062
Canada-Panama	509	559
Canada-Pérou	1 641	1 425
Canada-Ukraine	491	556
Partenariat transpacifique global et progressiste	34 214	35 860
<b>Canada-Union européenne</b>	<b>34 659</b>	<b>42 716</b>
<b>Canada-Royaume-Uni</b>	<b>28 758</b>	<b>46 645</b>
<b>Sans accords de libre échange</b>	<b>57 000</b>	<b>62 342</b>

# Perspectives économiques – Évolution du PIB réel canadien

- Prévisions du PIB plus faibles qu'au Budget de l'automne, sauf pour 2028
- PIB nominal devrait, quant à lui, croître de 4 % en 2026 et de 3,7 % en 2027

Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

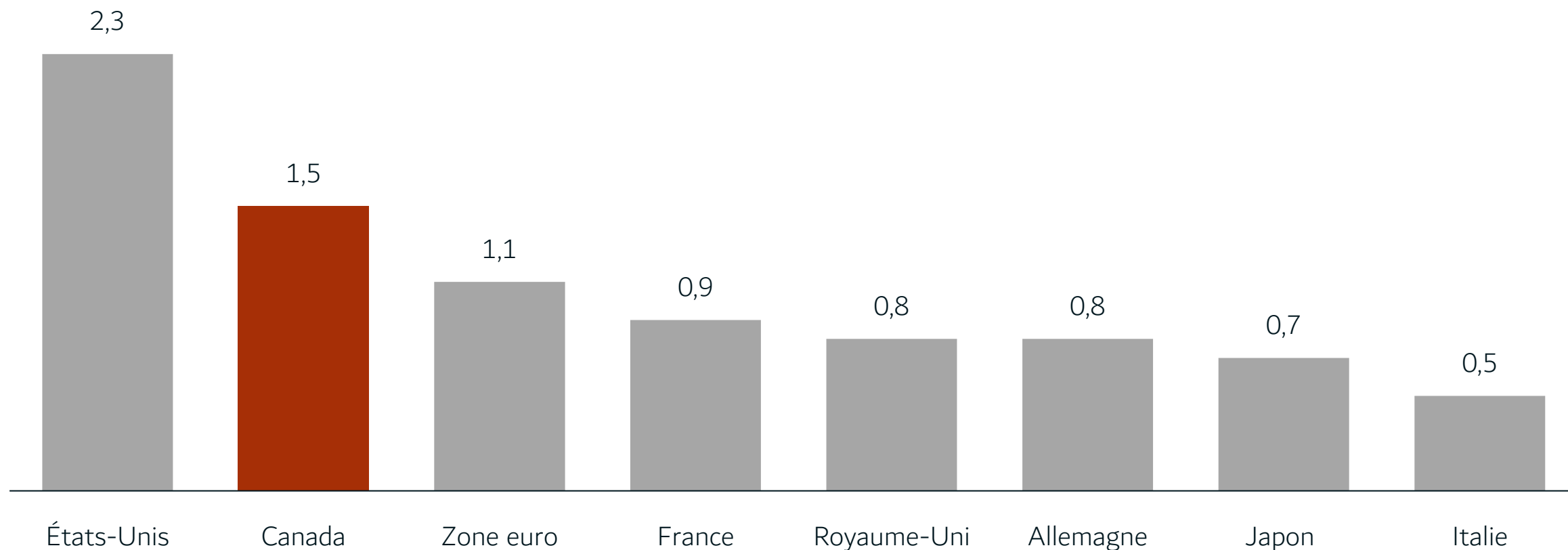


# Perspectives économiques – Évolution du PIB réel canadien



- Canada, deuxième plus forte croissance parmi les pays du G7 en 2026 selon les prévisions du FMI

Croissance du PIB réel, pays du G7 et Zone euro, 2026 (en pourcentage)



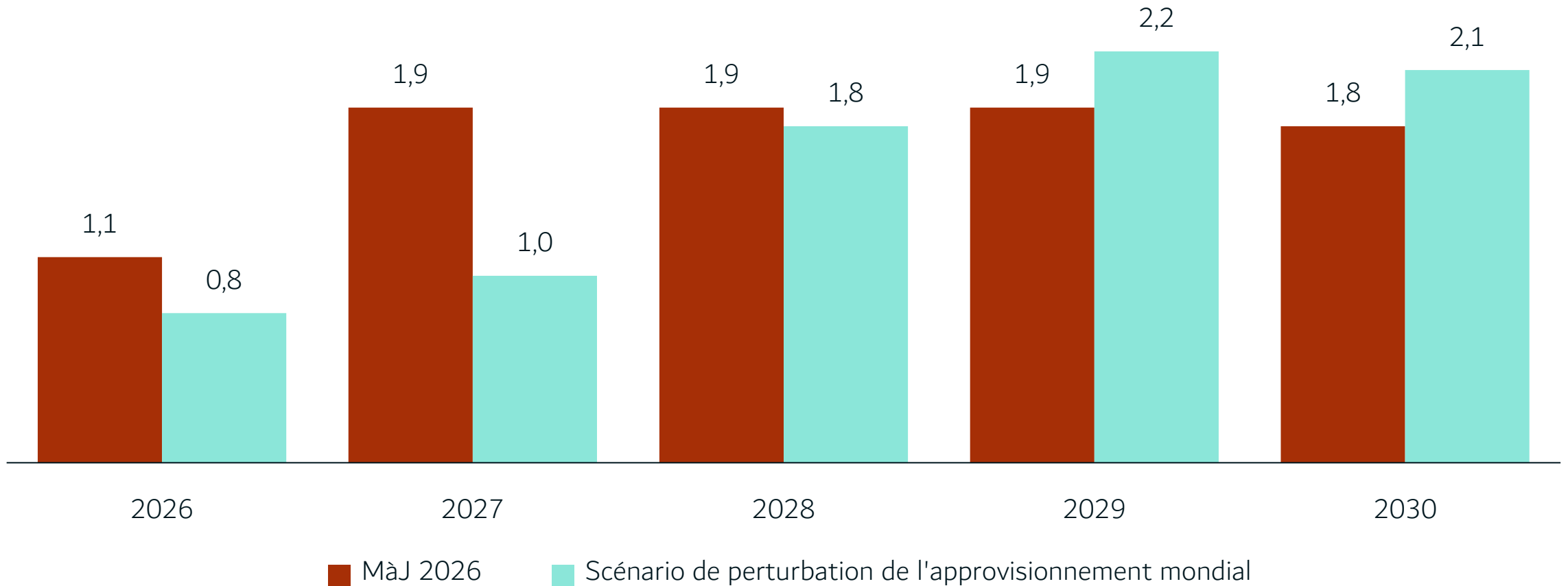
Note : Données du FMI, ce qui explique la donnée canadienne différente de celle prévu dans la Mise à jour 2026.

# Perspectives économiques – scénarios alternatifs



- Scénario alternatif de perturbation de l’approvisionnement mondial prévoit une croissance de 0,8 % pour 2026 et 1 % pour 2027

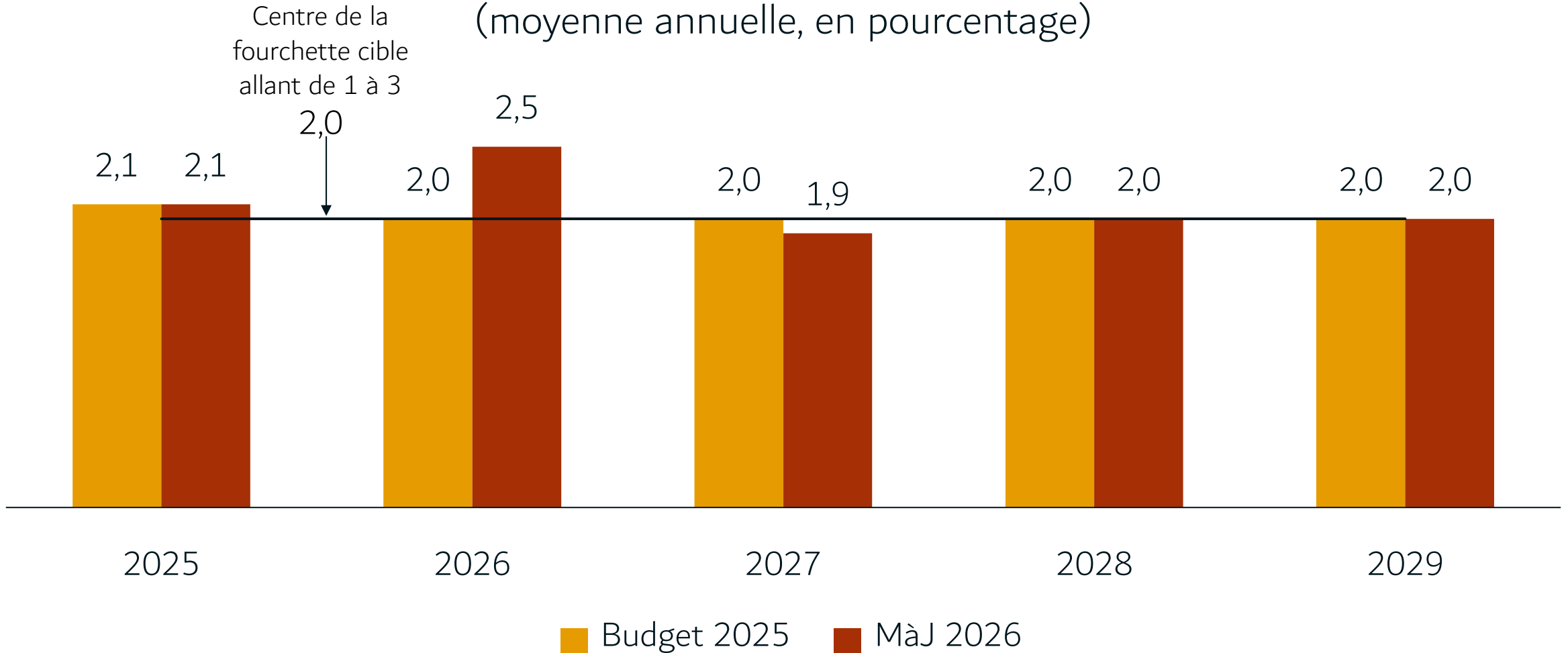
Taux de croissance du PIB réel selon le scénario (en pourcentage)



# Perspectives économiques – Indice des prix à la consommation (IPC)

- IPC canadien dans la fourchette cible, toute la période, quoique supérieur à la prévision du Budget 2025 pour l'année 2026

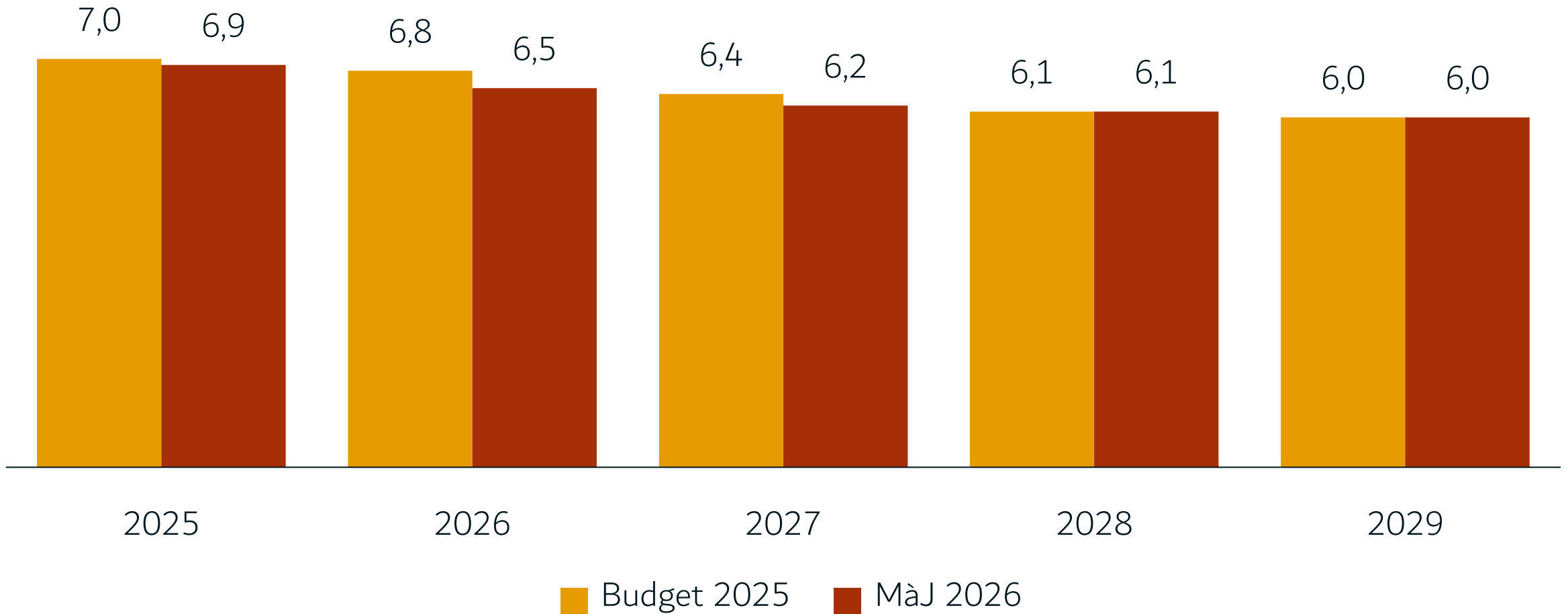
## Taux d'inflation de l'IPC d'ensemble (moyenne annuelle, en pourcentage)



# Perspectives économiques – marché du travail

- Taux de chômage pour 2026 à 6,5 % et en diminution sur la période jusqu'à 6 % en 2029

Taux de chômage (en pourcentage)



## Perspectives de long terme

- La projection de long terme montre une croissance économique plus faible qu'au cours des 25 dernières années
- Les perspectives démographiques et leurs impacts sur le marché du travail expliquent l'essentiel de cette atténuation de la croissance
- La productivité sera ainsi le principal moteur de la croissance

### Projections de croissance du PIB, taux de croissance annuels moyens, en pourcentage, sauf indication contraire

		2000-2025	2026-2030	2031-2060
	Croissance du PIB réel	2,1	1,7	1,5
Apports (en pts de %)	Croissance de l'offre de main-d'œuvre	1,3	0,4	0,6
	Croissance de la productivité du travail	0,9	1,3	0,9
	Croissance du PIB nominal	4,7	3,8	3,5

## On retient quoi ?

- Pour 2026, croissance économique attendue plutôt faible, IPC rehaussé et taux de chômage revu à la baisse
- Incertitudes encore bien présentes (commerce et guerre)



# Faits saillants

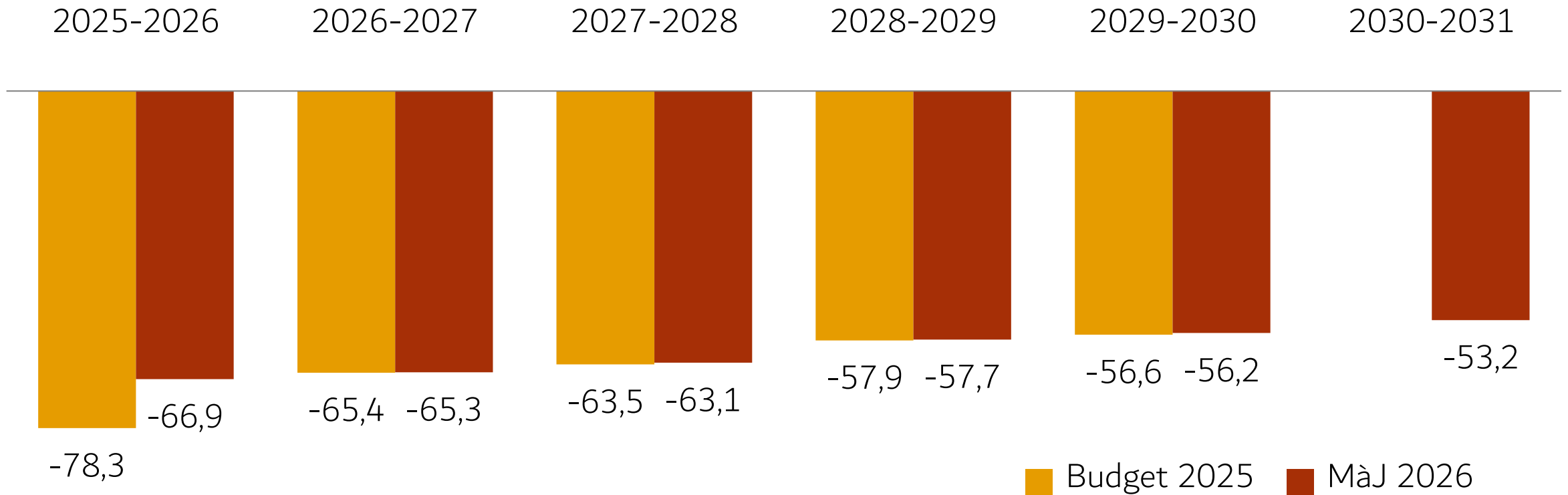
## Mise à jour économique fédérale 2026

### Les finances publiques

# Solde budgétaire fédéral

- Déficit budgétaire de 66,9 G\$ en 2025-2026, moins qu'anticipé lors du Budget de l'automne
- Pour le reste du cadre financier, les déficits sont très légèrement inférieurs à ceux prévus au Budget 2025

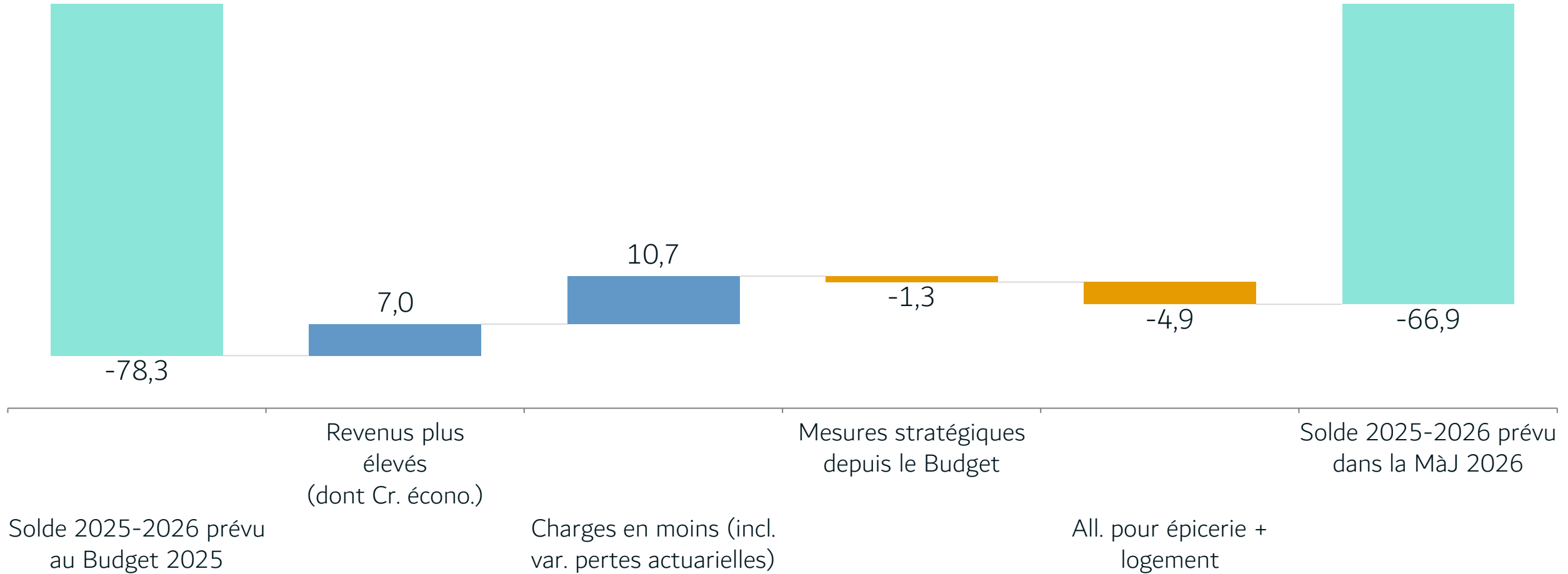
## Solde budgétaire (en milliards \$)



# Solde budgétaire fédéral pour l'année 2025-2026 – Évolution entre le Budget de l'automne et la Mise à jour du printemps



Évolution du solde budgétaire de 2025-2026 (en milliards \$)

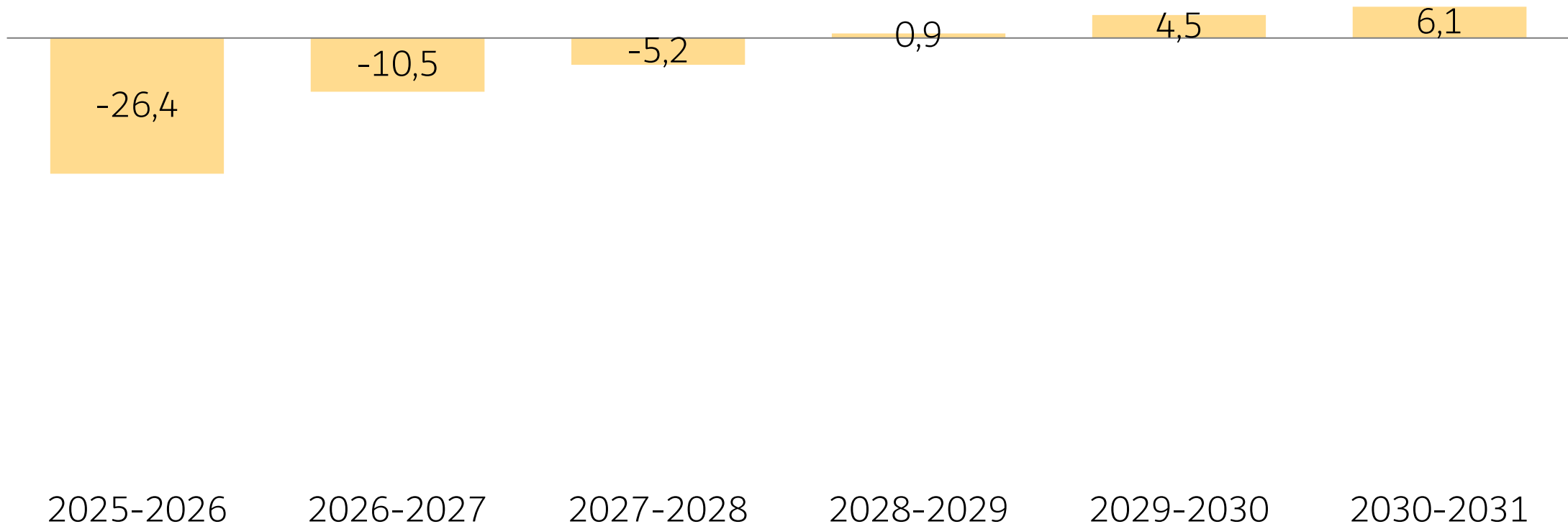


# Solde budgétaire fédéral



- CIBLE BUDGÉTAIRE : Équilibre entre les dépenses de fonctionnement courantes et les revenus d'ici 2028-2029

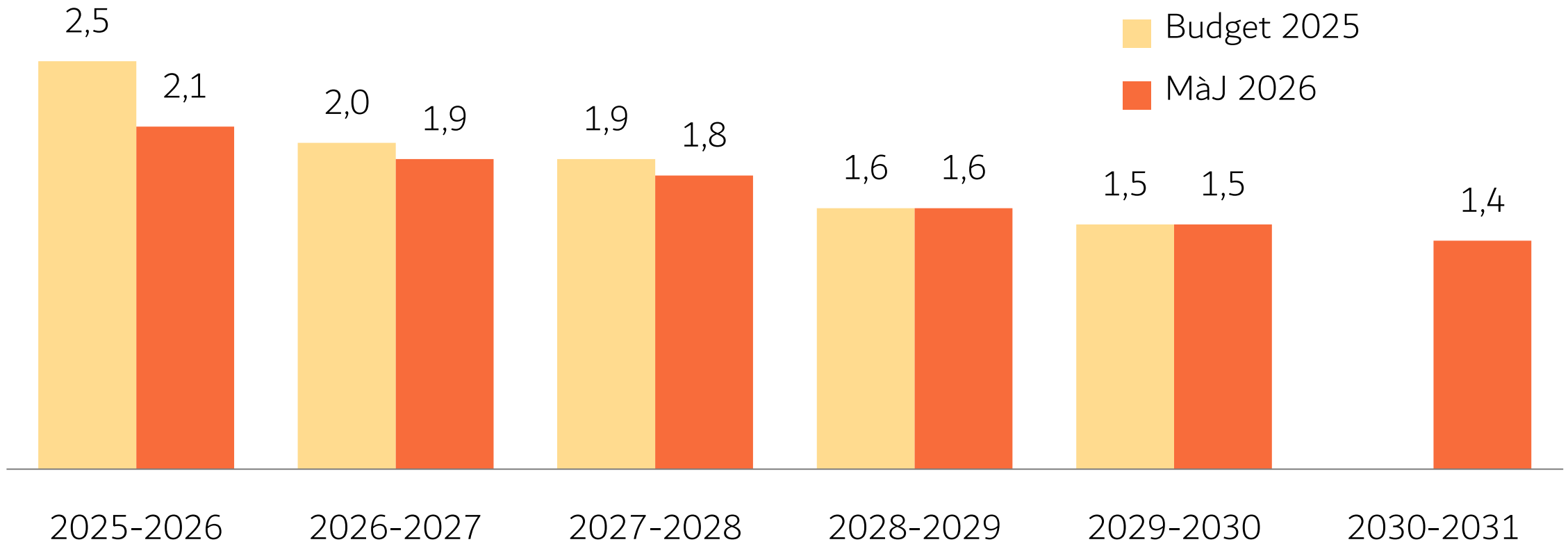
Solde budgétaire de fonctionnement (en milliards \$)



# Solde budgétaire fédéral

- CIBLE BUDGÉTAIRE : Déficit en proportion de l'économie en diminution

## Déficit budgétaire (en pourcentage du PIB)



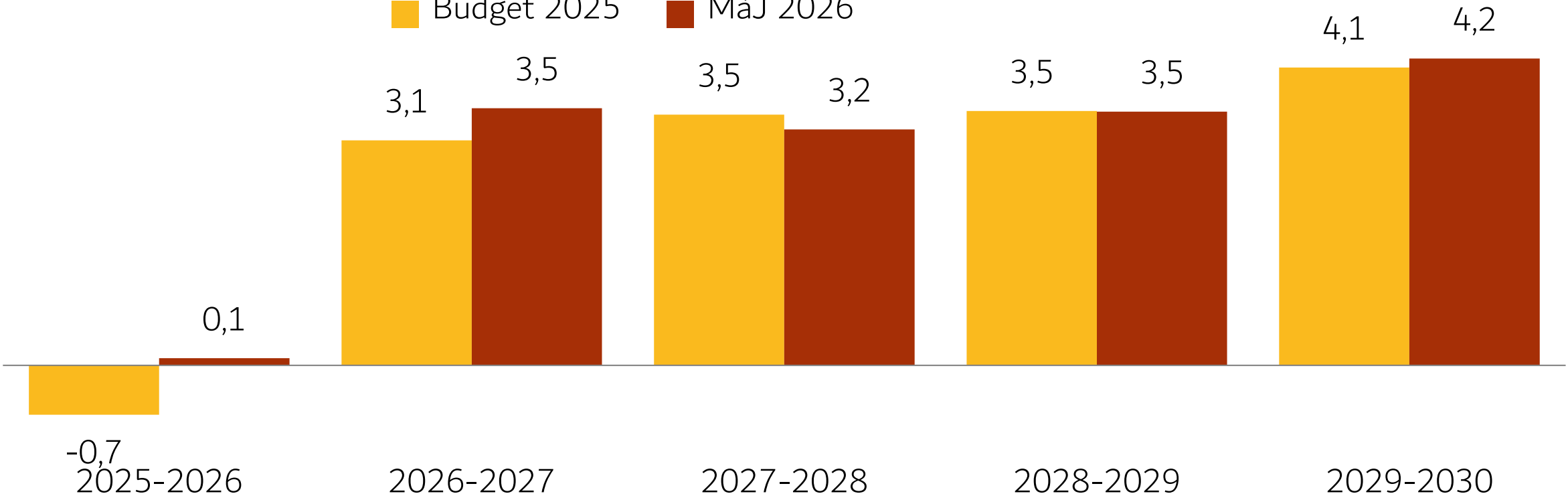
# Revenus fédéraux



- Pour 2025-2026, il n'y aurait pas de décroissance des revenus, contrairement à ce qui était attendu lors du Budget de l'automne
- On prévoit maintenant une croissance plus grande en 2026-2027, mais plus basse en 2027-2028

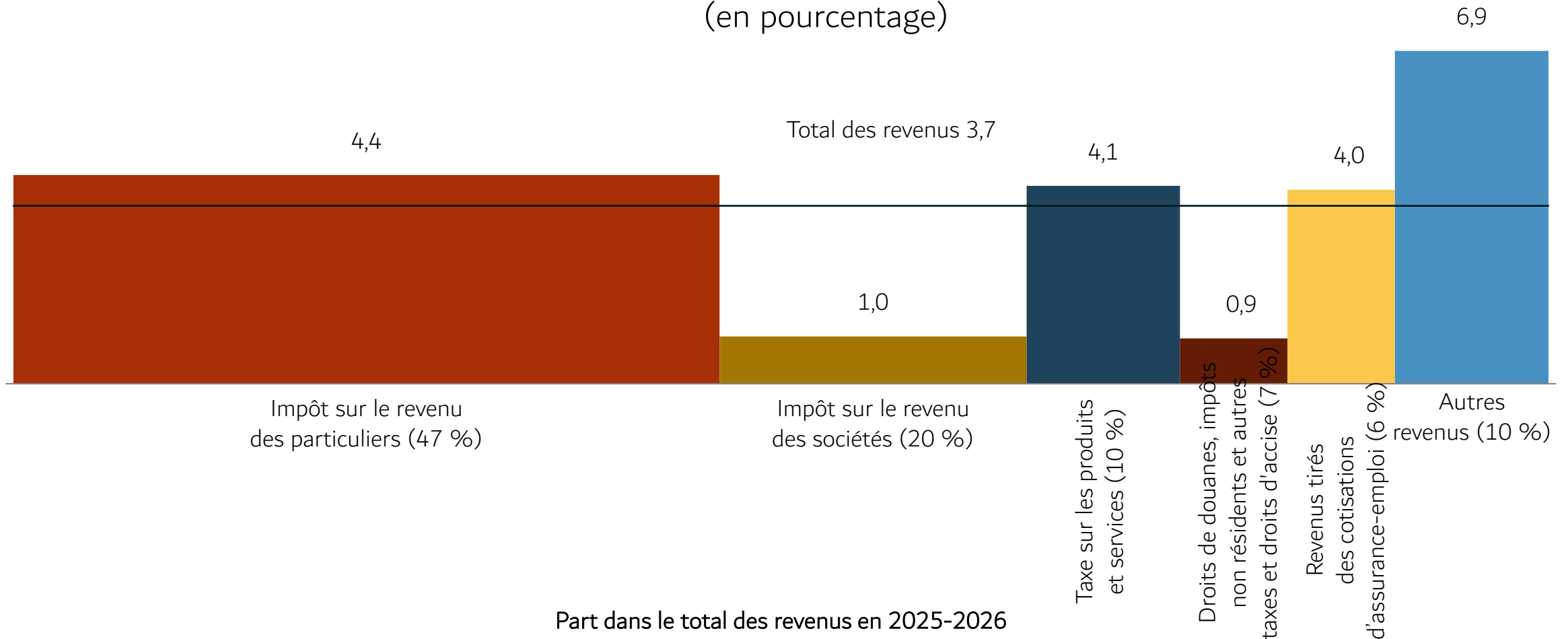
## Taux de croissance des revenus (en pourcentage)

■ Budget 2025 ■ MàJ 2026



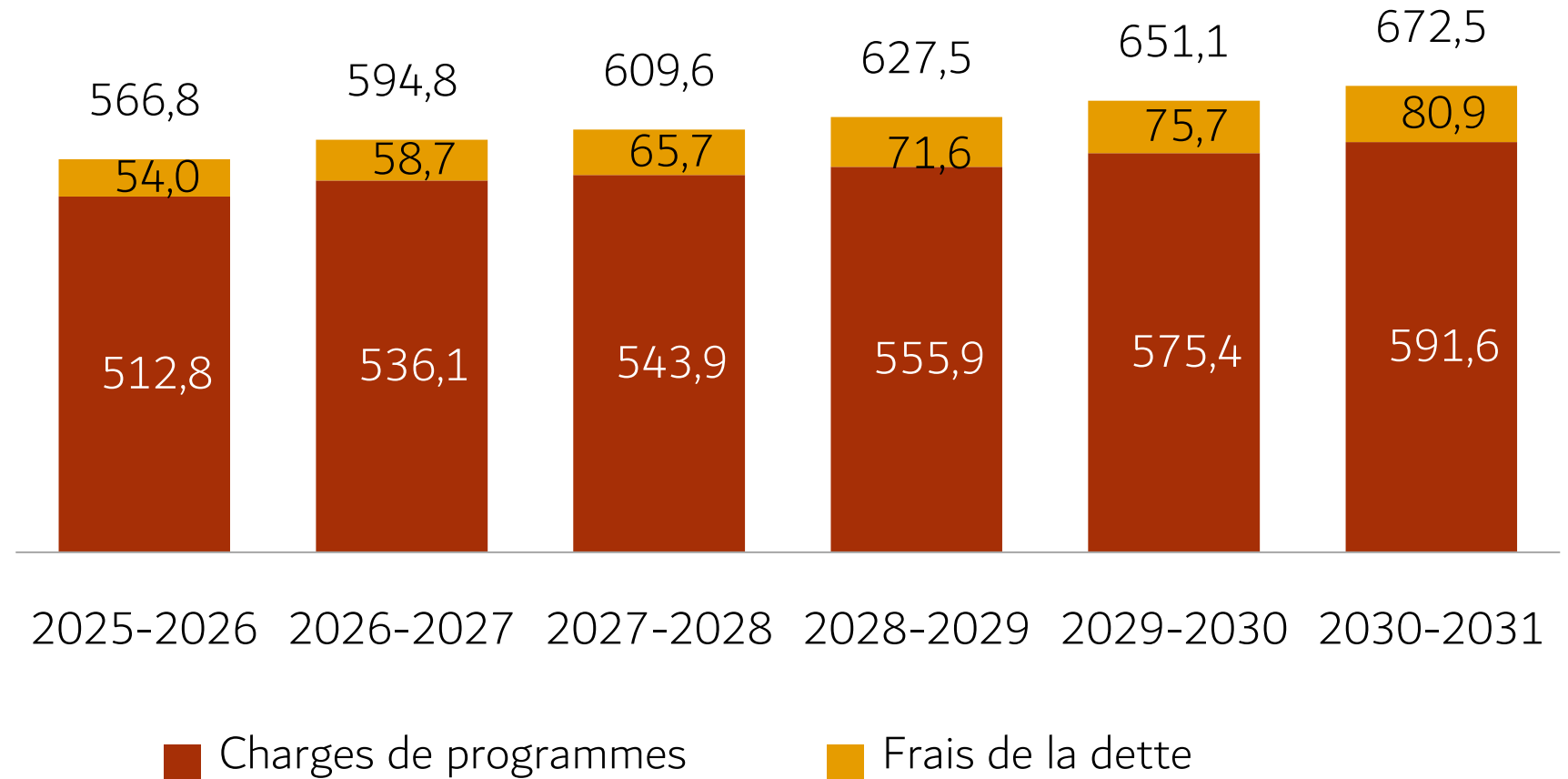
- Croissance annuelle moyenne des revenus sur la période du cadre financier varie selon le type de revenus
- Trois sources représentent plus des ¾ de l'ensemble de ces revenus

Taux de croissance annuel moyen des revenus, de 2025-2026 à 2030-2031  
(en pourcentage)



- Taux de croissance annuel moyen des charges de programmes sur l'ensemble de la période serait de 2,9 % (ou 3,1 % si on exclut la dernière Remise canadienne sur le Carbone en 2025-2026)
- Service de la dette augmente chaque année, de 54 G\$ en 2025-2026 à 80,9 G\$ en 2030-2031, un TCAM de 8,4 %

## Dépenses (en milliards de \$)



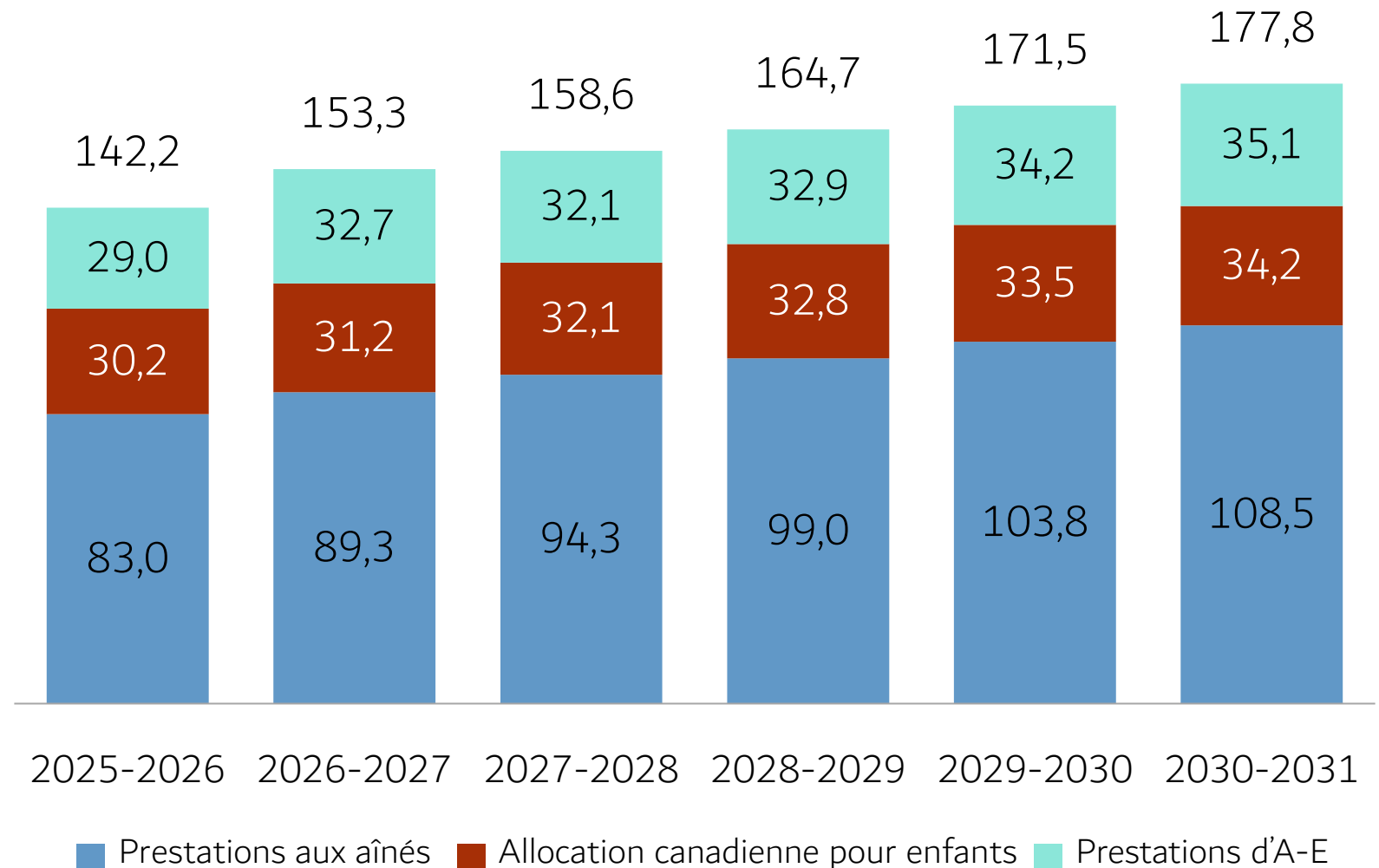
Note : Excluant les pertes actuarielles

# Dépenses fédérales / Transferts aux particuliers



- Effets de la transition démographique font en sorte que les prestations aux aînés continuent de croître à un rythme supérieur au PIB avec une croissance annuelle moyenne sur la période de 5,5 %
- En comparaison, le taux de croissance annuel moyen pour l'Allocation canadienne pour enfants sera de 2,5 %
- Prestations d'assurance-emploi devraient croître de 12,9 % en 2026-2027

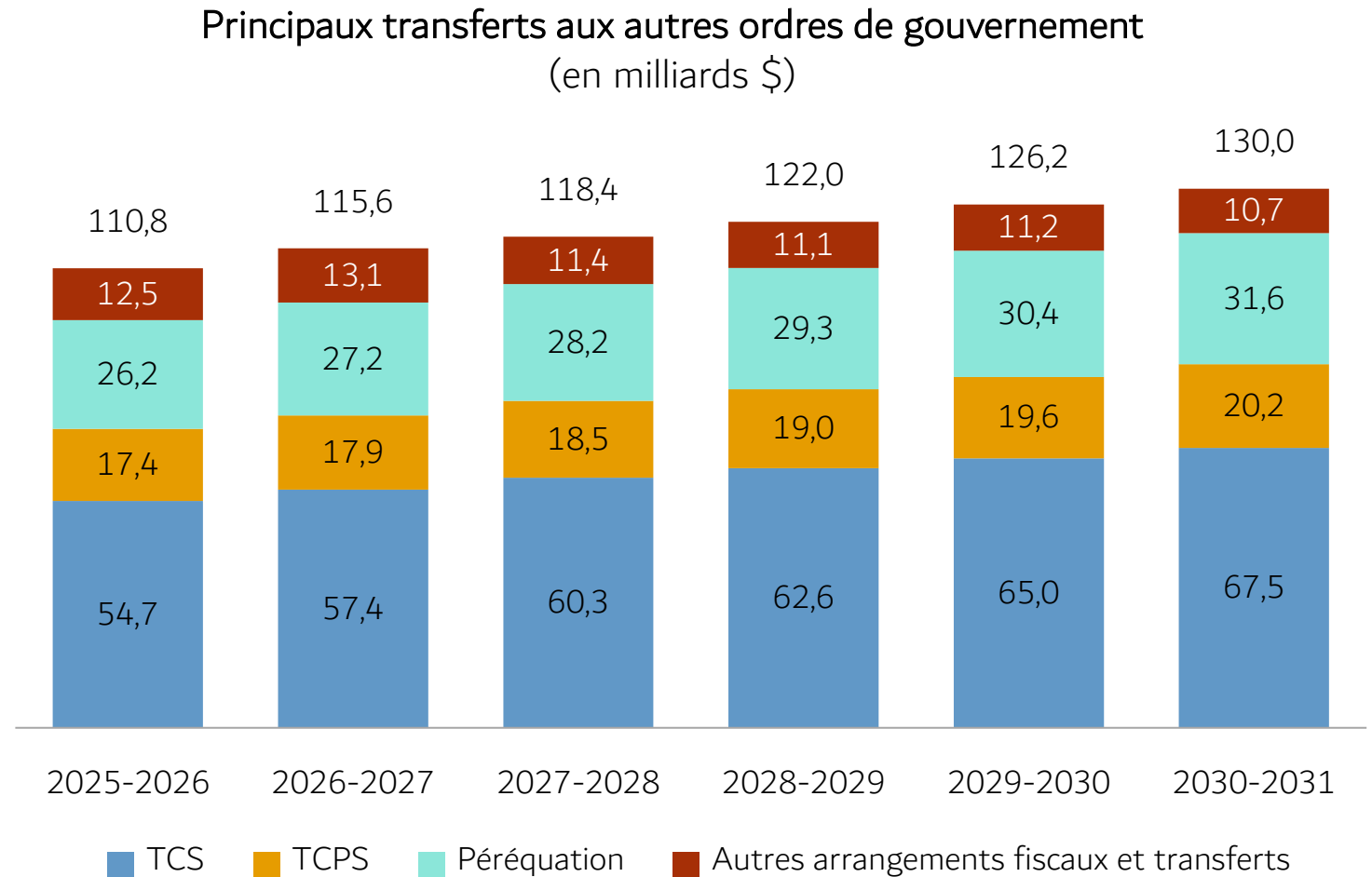
## Principaux transferts aux individus (en milliards \$)



# Dépenses fédérales / Transferts aux autres administrations



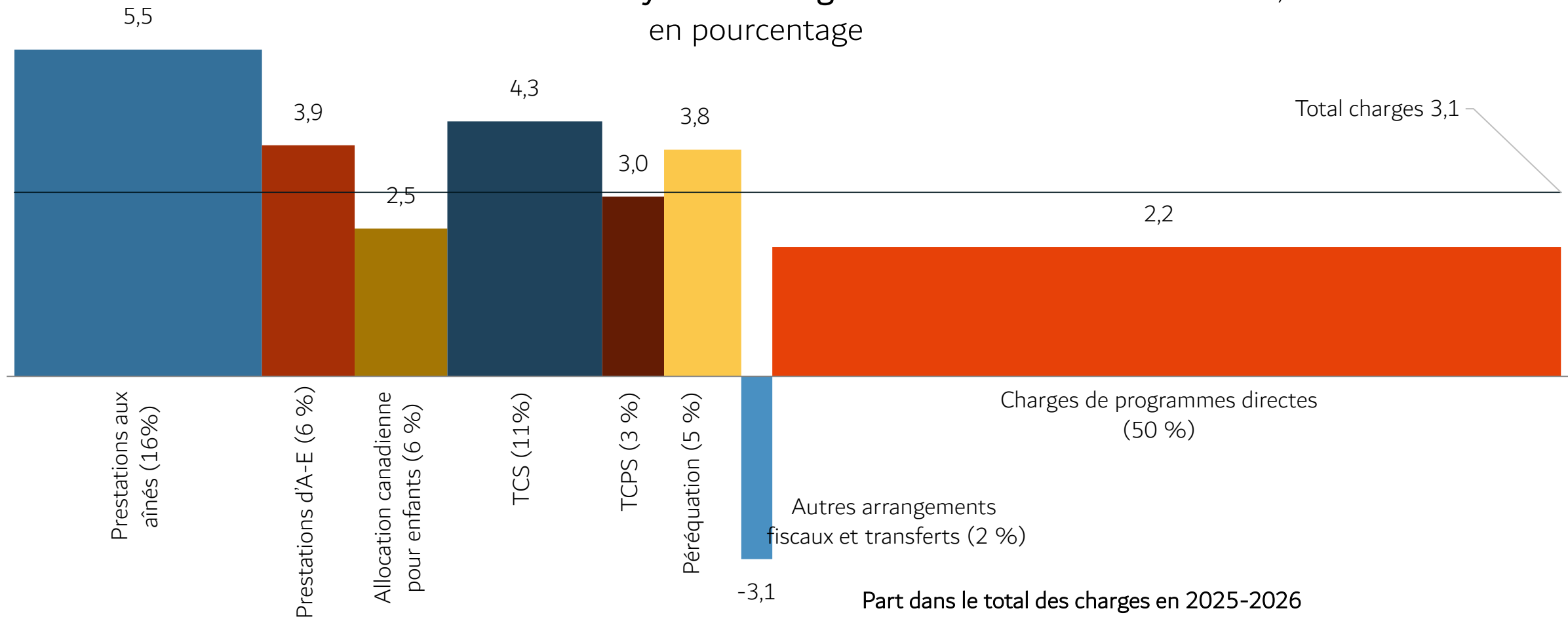
- Croissance du transfert canadien en matière de santé (TCS) est en moyenne de 4,3 %
- Croissance du transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est en moyenne de 3 %
- Croissance moyenne de la péréquation de 3,8 %
- Autres transferts incluent notamment le Système pancanadien d'apprentissage et de garde de jeunes enfants et les Accords bilatéraux sur la santé avec les provinces et les territoires. Pris ensemble, ils diminuent en valeur à partir de 2027-2028 (TCAM de -3,1 \$)



# Dépenses fédérales

- Le taux de croissance annuel moyen varie selon la dépense

Taux de croissance annuel moyen des charges de 2025-2026 à 2030-2031, en pourcentage

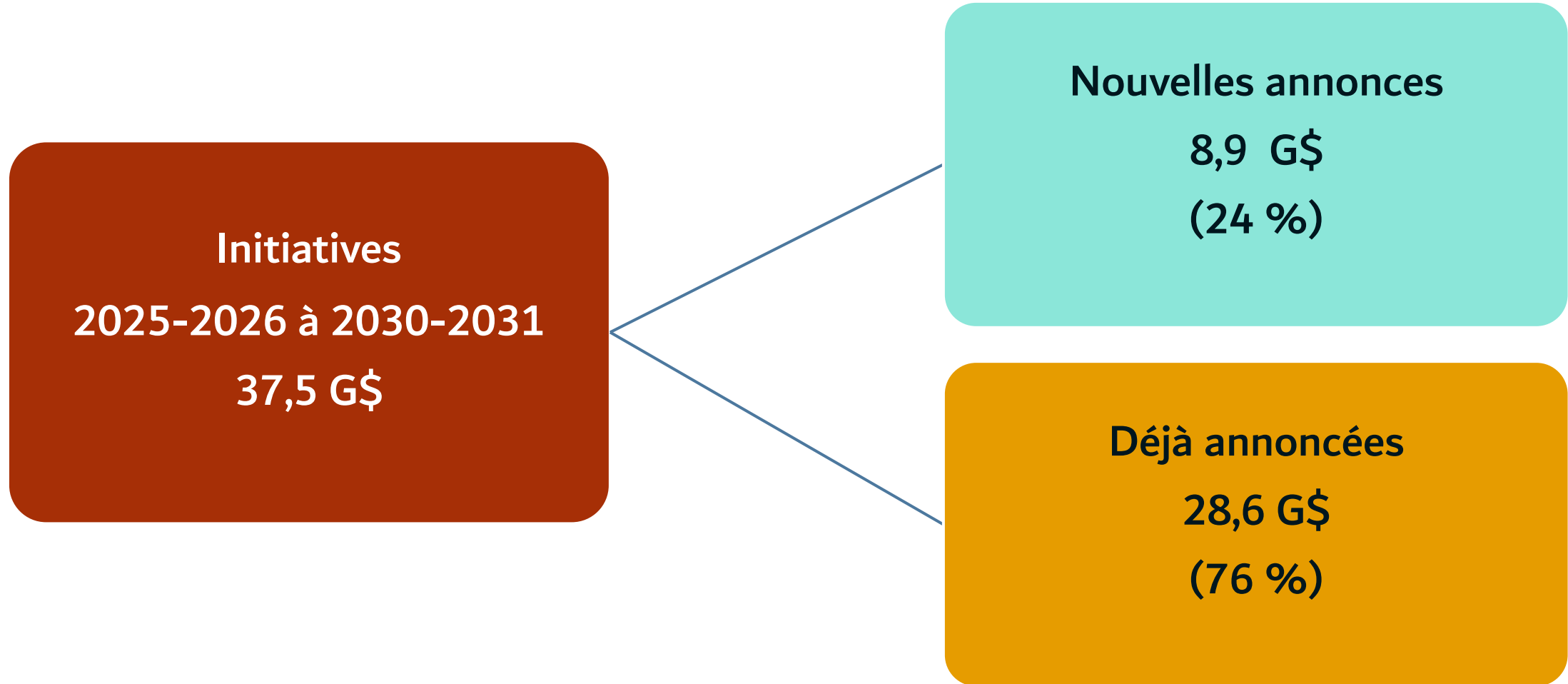


Note : Excluant les pertes actuarielles et la Remise canadienne pour le carbone

# Initiatives depuis le Budget 2025



- 37,5 G\$ d'initiatives depuis le Budget 2025, de 2025-2026 à 2030-2031 (6 ans), dont 1,5 G\$ d'investissement en capital

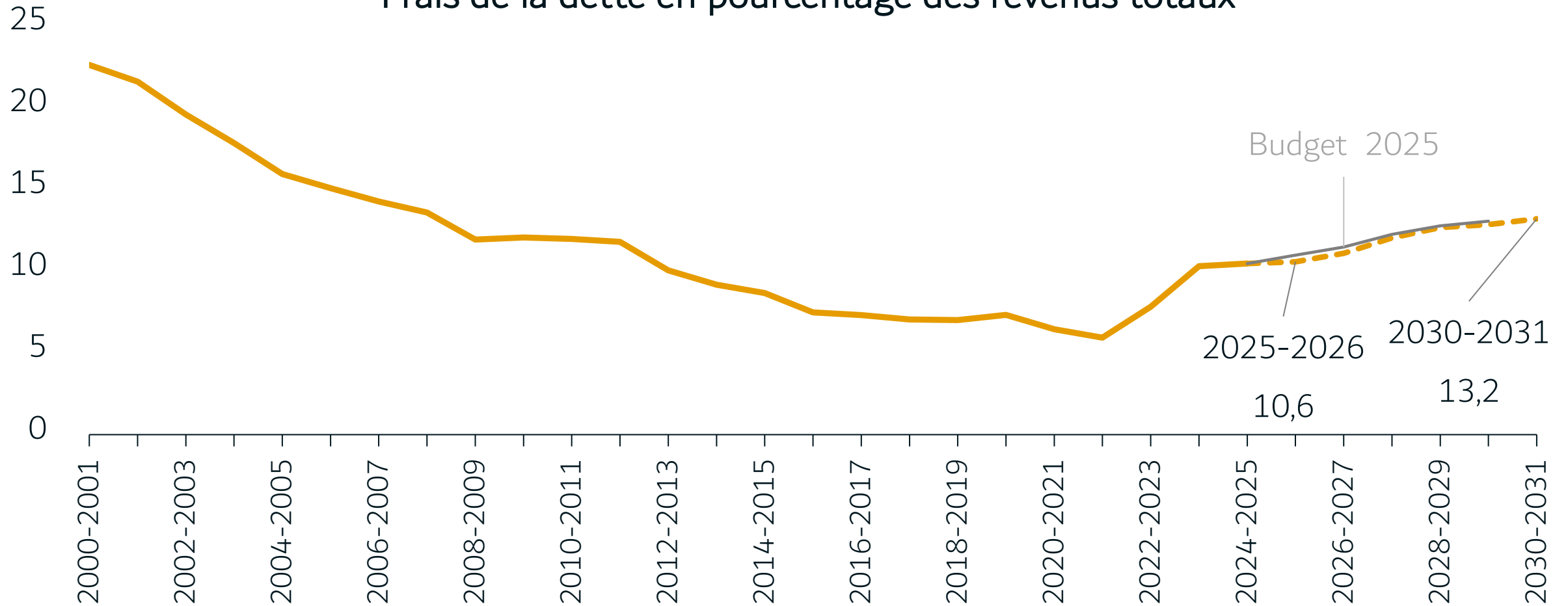


# Frais de la dette en pourcentage des revenus



- Mesuré en pourcentage des revenus fiscaux, le poids du service de la dette augmente, passant de 10,5 % en 2024-2025 à 13,2 % en 2030-2031

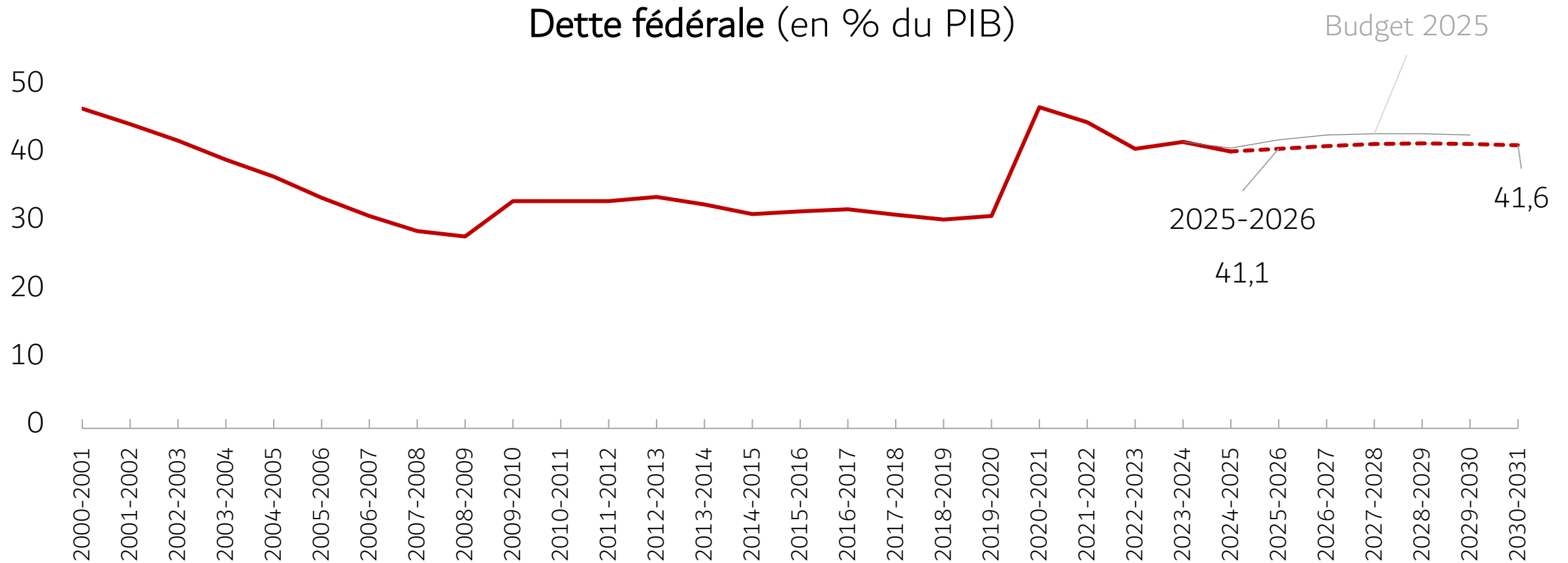
## Frais de la dette en pourcentage des revenus totaux



# Dettes fédérales



- Dette fédérale (dette représentant les déficits cumulés) de 1 333,9 G\$ au 31 mars 2026 à 1 629,4 G\$ en 2030-2031, une croissance annuelle moyenne de 4,1 %
- Ratio de la dette au PIB croît sur l'horizon du cadre financier
- Pas de CIBLE BUDGÉTAIRE liée au poids de la dette



## On retient quoi ?

- Un déficit budgétaire revu à la baisse pour 2025-2026
- Un respect des cibles budgétaires identifiées
- Un alourdissement de l'endettement, même si le poids a été revu à la baisse par rapport au Budget



**Faits saillants**  
**Mise à jour économique**  
**fédérale 2026**  
**Mesures fiscales**  
**touchant les particuliers**

# Déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre pour les gens de métier



**Ce que c'est en quelques mots :** La mesure offre, à certains travailleurs de l'industrie de la construction, une déduction pour certaines dépenses de réinstallation. Pour se qualifier, il faut être une « personne de métier admissible » qui a eu une « réinstallation temporaire admissible » et qui a engagé des « dépenses de réinstallation temporaire ».

## Annonce :

- Montant de la déduction maximale : augmenté de 4 000 \$ à 10 000 \$ pour 2026
  - Indexée pour les années suivantes
- Distance minimale du logement temporaire : réduite de 150 à 120 km
- Autres paramètres inchangés
- Coût estimé : **5 M\$ sur 5 ans**



## ■ Annonce :

- Le délai de grâce durant lequel les propriétaires ne sont pas tenus de rembourser les retraits a été augmenté temporairement de 2 à 5 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2025
- Prolongation jusqu'au 31 décembre 2028
- Coût estimé : 42 M\$ sur 3 ans



# Crédit d'impôt pour personnes handicapées



- Pas de changements aux critères d'invalidité pour admissibilité
- Simplification des exigences d'attestation de l'admissibilité liées à des troubles médicaux de longue durée
  - Professionnel de la santé ne sera tenu que d'attester le trouble médical
  - N'aura plus à attester que la déficience est grave et prolongée et que ses effets répondent aux seuils législatifs
  - Exemples de troubles médicaux : Alzheimer, fibrose kystique, parkinson (avancé ou grave), sclérose latérale amyotrophique
- Professionnels de la santé :
  - Élargissement des types de déficiences dont les ergothérapeutes, physiothérapeutes, et orthophonistes peuvent attester
  - Ajout des podiatres à la liste de professionnels pouvant attester de déficiences pour le CIPH
- Coût estimé : **345 M\$ sur 6 ans**

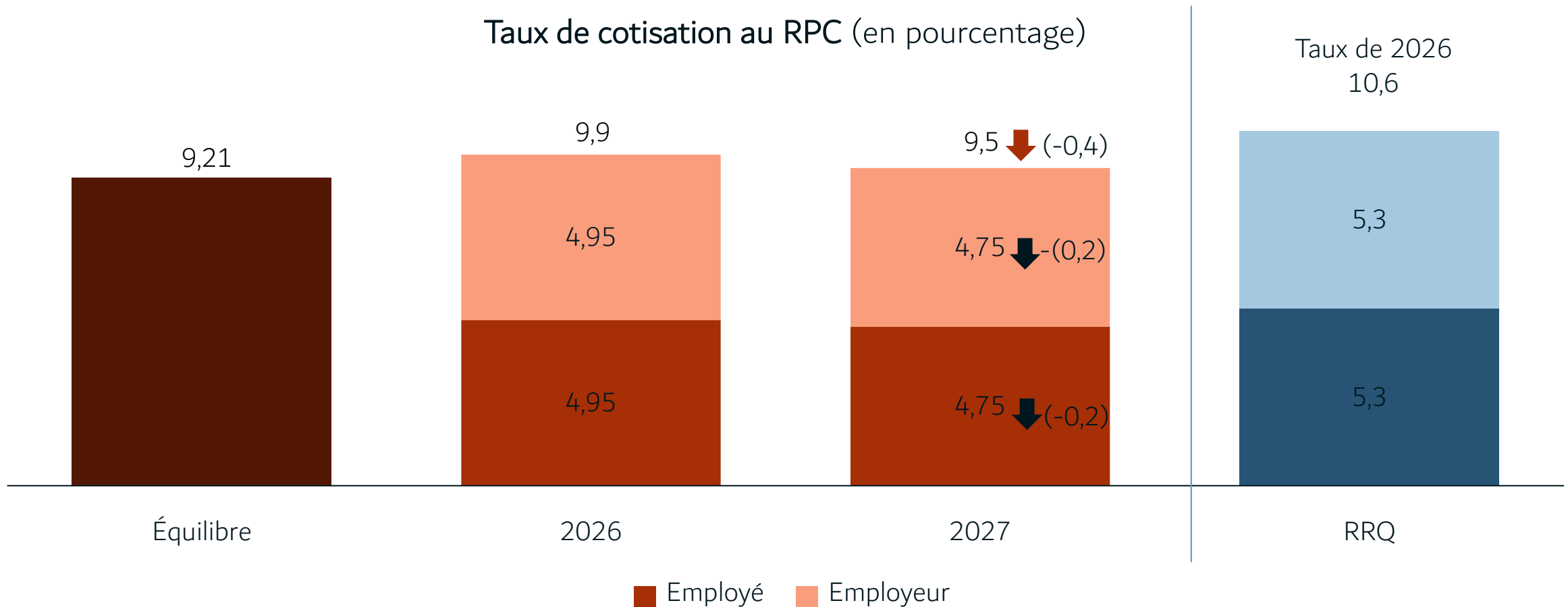


# Réduction des taux de cotisation au Régime de pensions du Canada



- Taux de cotisation en vigueur pour le régime de base est de 9,9 %
- Marge de manœuvre financière de 0,69 point de pourcentage -> Baisse de 0,4 point annoncée pour 2027

Taux de cotisation au RPC (en pourcentage)





**Faits saillants**  
**Mise à jour économique**  
**fédérale 2026**  
**Mesures fiscales**  
**touchant les sociétés**

# Bonification du crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone



## Paramètres actuels

- Crédit d'impôt remboursable
- Stockage géologique dédié
- Stockage dans le béton

## Élargissement : récupération assistée du pétrole

- Vise les techniques d'optimisation de l'extraction du pétrole qui permettent de réduire les GES
- Taux de crédit spécifiques (réduits de moitié) sur les dépenses admissibles, d'ici 2035 fixés à :
  - 30 % pour le matériel de captage direct dans l'air
  - 25 % pour tout autre matériel de captage
  - 18,75 % pour le matériel de transport, de stockage et d'utilisation
- La technique permet de réduire les GES, mais on produit plus de pétrole...
- Revenus estimés : **395 M\$ sur 4 ans**



# Déduction pour amortissement accéléré – gaz naturel liquéfié



- Modalités de mise en œuvre de la DPA accélérée visant l'équipement admissible de GNL et des immeubles connexes - installations de GNL à faibles émissions de carbone
- Annonce effectuée dans le budget 2025
- Biens acquis à compter du 4 novembre 2025 et avant 2035.

## Nouveau paramètre

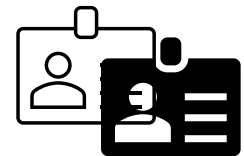
- Intensité prévue des émissions doit être inférieure ou égale à 0,20 t éq CO<sub>2</sub>/t GNL
- Coût supplémentaire à ce qui avait été prévu au Budget 2025
  - 60 M\$, déboursé en 2029-2030 et 2030-2031

## Rappel de la mesure actuelle

- Fiducies collectives des employés : Forme de détention des actions d'une société au profit des employés
- Facilite le repreneuriat
- Exonération fiscale de 10 M\$ de gains de capital lors de la vente d'une société à une fiducie pour 2024, 2025 et 2026
- Coopératives de travailleurs actionnaires sont admissibles

## Modification

- L'exonération fiscale est dorénavant permanente
- Coût estimé : **205 M\$ sur 5 ans**



# Consultation sur l'élargissement du crédit pour la main-d'œuvre journalistique aux télévisions et radios

## Mesure actuelle

- Crédit remboursable
- Vise une *organisation journalistique canadienne qualifiée*
  - Exclut les détenteurs de licence de radiodiffusion
- 35 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026
  - Salaires et traitements versés à un employé de salle de presse
  - Diminution du crédit à 25 % prévue à compter de 2027

## Annonce d'une consultation

- Élargissement du crédit à la production de nouvelles audio et audiovisuelles

# Priorisation des demandes de décisions fiscales anticipées en lien avec l'intérêt national

- Décisions rendues à l'avance quant à une structure ou planification fiscale
- Priorité de traitement aux demandes liées aux :
  - Projets nationaux d'envergure
  - Projets d'importance nationale
  - Investissements qui accroissent la productivité
  - Investissements qui renforcent des secteurs névralgiques
- Mesure liée aux multiples crédits d'impôt sectoriels (énergie propre, minéraux critiques, etc.)
- Incertitude sur la façon dont sera faite la détermination des demandes éligibles





**Faits saillants**  
**Mise à jour économique**  
**fédérale 2026**  
**Mesures**  
**touchant la fiscalité**  
**internationale**

# Mesures annoncées antérieurement – fiscalité internationale



Le gouvernement confirme son intention de mettre en place ou ajuster certaines mesures fiscales, notamment :

- Impôt minimum mondial
- Dispositifs hybrides
- Règles de restriction des dépenses excessives d'intérêts et de financement
- Déclaration des cryptoactifs





# Faits saillants

## Mise à jour économique fédérale 2026

### Mesures diverses

# Soutien aux travailleurs (mesures budgétaires)



- Constat : Besoin de 1,4 Million de travailleurs de métiers supplémentaires d'ici 2033
- Stages rémunérés (jeunes de 15 à 30 ans)
- Recrutement (subventions salariales aux PME jusqu'à 10 000\$ pour 1<sup>ère</sup> année)
  - 2 G\$ sur 5 ans à compter de 2026-2027 et 262 M\$ par an ensuite pour ces deux éléments
- Aides aux apprentis
  - Supplément de revenu lors de la formation en classe obligatoire (400\$/sem, max 16 000\$)
  - Récompense de la réussite (5 000\$)
  - 3,4 G\$ sur 5 ans à compter de 2026-2027 et 468 M\$ par an ensuite
- Mesures pour le système de formation
  - 331 M\$ sur 5 ans à compter de 2026-2027 et 18 M\$ par an ensuite

# Fonds d'investissement souverain – *le Fonds pour un Canada fort*



- Annoncé le 27 avril 2026
- **Mission** : Financer des entreprises et des projets stratégiques canadiens, pour réaliser des rendements
- **Dotation initiale** : 25 G\$ sur 3 ans par le gouvernement fédéral
- **Type d'investissements** : en capitaux propres (prise de participation)
- **Gestion** : nouvelle société d'État
- **Autres** :
  - Mise en place d'un produit d'investissement accessible à tous les Canadiens
    - Achat, détention et transaction simples
    - Capital initial protégé
  - Autres détails à venir : Consultation à venir tenue par un bureau de transition

➔ **PLUSIEURS INCONNUS**

- Certaines caractéristiques d'un fonds souverain :
  - Généralement financé par des excédents ou revenus dédiés
  - Un ou plusieurs objectifs stratégiques (stabilisation des recettes, capitalisation pour générations futures de revenus exceptionnels), mais aussi des objectifs secondaires (financement de projets)
  - Avantage : Investissements à long terme
  
- **Exemple** : Norvège. Plus de 2 100 G\$US. Excédant des revenus du pétrole



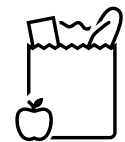
**Faits saillants**  
**Mise à jour économique**  
**fédérale 2026**  
**Mesures**  
**déjà annoncées**

# Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (ancien crédit pour la TPS)



- Remplace le Crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS)
- Versement d'un supplément unique
  - Équivaut à 50 % du crédit pour la TPS reçu pour 2025-2026.
  - Sera versé le 5 juin 2026
  - Aide supplémentaire de 3,1 G\$
- Allocation sera versée chaque trimestre, dès juillet 2026
  - Augmentation de 25 % des prestations (par rapport au crédit pour la TPS) pendant 5 ans
  - Ajouter 500 000 nouveaux prestataires
  - Aide supplémentaire de 8,6 G\$ sur 5 ans
- Coût estimé : **11,8 G\$ sur 6 ans**

Déjà annoncé



# Prolongation de mesures



- Plafonnement à 2 % du rajustement en fonction de l'inflation des droits d'accise sur la bière, les spiritueux et le vin
  - Mesure temporaire en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2023 et qui avait été prolongée jusqu'à 2026
  - Nouvelle prolongation jusqu'en 2028
- Réduction temporaire de 50 % des taux du droit d'accise sur les 15 000 premiers hectolitres de bière brassée au Canada
  - Prolongation jusqu'en 2028
- Annoncées le 1<sup>er</sup> avril 2026
- Coût estimé : **30 M\$ sur 2 ans** pour les deux mesures (estimation de 66 M\$ sur 6 ans)

Déjà annoncé

# Collaboration avec les provinces pour améliorer l'offre de logements



## ■ *Projet de loi C-26, Loi autorisant certains paiements sur le Trésor pour améliorer l'offre de logements*

Déjà annoncé

- Déposé le 26 mars 2026
- Vise à accorder immédiatement 1,7 G\$ aux provinces et aux territoires pour qu'ils prennent des mesures en vue d'accroître l'offre de logements
  - Notamment par une réduction des redevances d'aménagement sur la construction de nouveaux logements.
- Entente signée avec l'Ontario le 30 mars 2026
  - Prévoit la réduction jusqu'à 50 % pendant 3 ans des redevances d'aménagement dans les grandes villes où la croissance est la plus rapide (où 80 % de la population ontarienne)
  - Permet à l'Ontario d'offrir un allègement intégral de la TVH pour les habitations neuves jusqu'à 1 M\$ (et partiel jusqu'à 1,85 M\$) pour contrats conclus entre le 1<sup>er</sup> avril 2026 et le 31 mars 2027
- Des sommes pour le Québec?

# Suspension temporaire de la taxe d'accise sur l'essence , le diésel et le carburant d'aviation

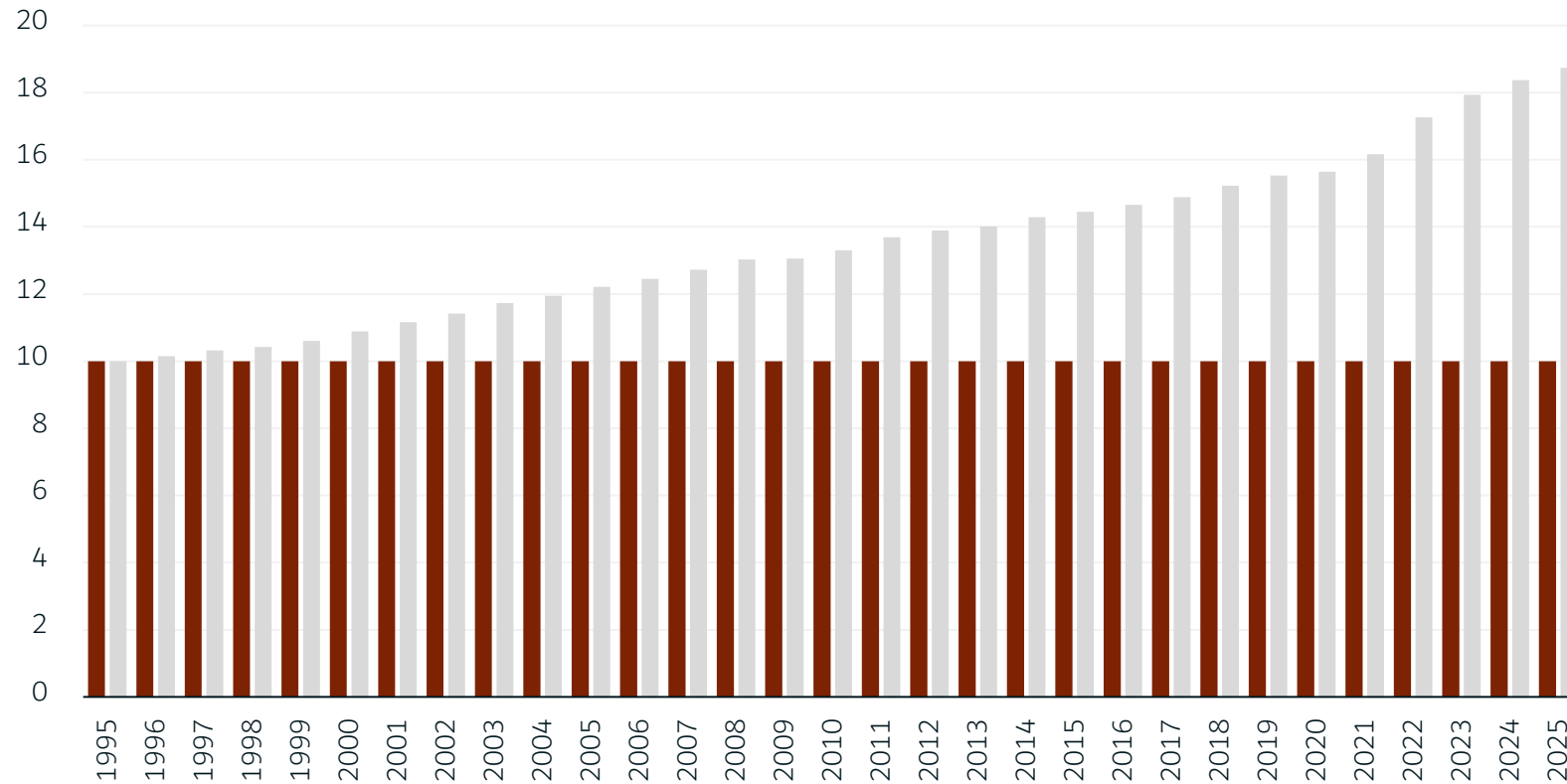
- Suspension temporaire pour limiter la hausse du prix du carburant qui découle du conflit au Moyen-Orient
- Du 20 avril 2026 au 7 septembre 2026 inclusivement
  - 10 cents le litre pour l'essence
  - 4 cents le litre pour le diesel et le carburant d'aviation
  - Redevient applicable dès le 8 septembre 2026
- Coût : 2,4 G\$

Déjà annoncé

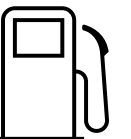


# Suspension temporaire de la taxe d'accise sur l'essence, contexte

- Le taux de la taxe d'accise sur l'essence est demeuré inchangé depuis 1995
- Indexée, la taxe d'accise sur l'essence s'élèverait maintenant à 18,7 cents



- Quelle sera l'économie dont pourront réellement profiter les acheteurs de carburants ?

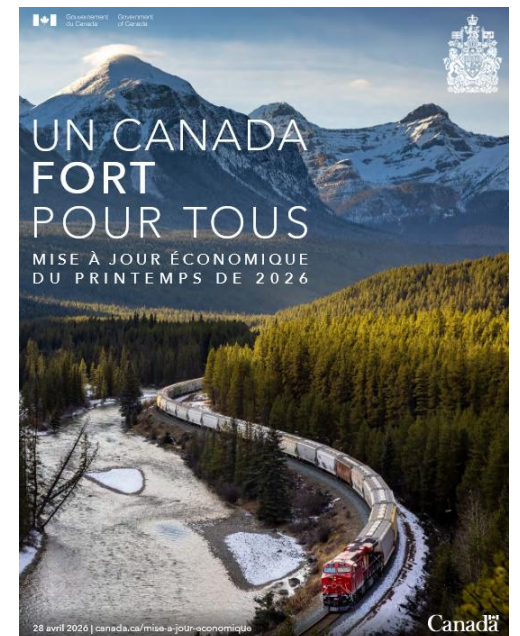




**pour plus de détails**

<https://budget.canada.ca/update-miseajour/2026/home-accueil-fr.html>

Et ...



# Midi-conférence – Mise en contexte du système fiscal suisse au regard de la réforme de la fiscalité internationale



Jeudi 21 mai 2026 de 11 h 45 à 13 h 15, formule hybride

Rejoignez-vous à **l'équipe de la CFFP** lors de cette conférence, durant laquelle le **professeur Oberson** analysera la position de la Suisse dans le paysage de la fiscalité internationale.

Conférencier



Xavier Oberson

Animation



Lyne Latulippe

Activité hybride

gratuite



Détails et  
inscription

(Inscription obligatoire)



# Symposium André-Lareau – *L'humanisation des savoirs*



Vendredi 22 mai 2026 de 8 h 30 à 17 h, en présentiel seulement

La Chaire en fiscalité et en finances publiques accueille le **Symposium André-Lareau**. Cette 13<sup>e</sup> édition du symposium de fiscalité se tiendra sous le thème « **L'humanisation des savoirs** ».



**Lieu:** Salle Grandes Portées A et B,  
B2, Local 2605

**Activité gratuite**



Détails et  
Inscription

(Inscription obligatoire)



# Journée de réflexion CFFP 2026

## Élections 2026 : promesses dans un contexte budgétaire précaire



Jeudi 11 juin 2026, de 9 h à 15 h 30 – Activité gratuite en présentiel

Promesses électorales :  
de Duplessis à  
aujourd'hui

Avec,  
par ordre  
alphabétique :

Harold  
Bérubé



Shannon  
Dinan



Frédéric  
Fleury-Payeur



Tommy  
Gagné-Dubé



Antoine  
Genest-Grégoire



Promesses électorales :  
Regards critiques et  
perspectives

Yves  
Giroux



Luc  
Godbout



Philippe  
Gougeon



Stéphanie  
Grammond



Mathieu  
Perron-Dufour



Suzie  
St-Cerny



Quelle place pour la  
fiscalité et les finances  
publiques en campagne  
électorale?

Pour plus de détails et pour inscription :

